



Unité bi-départementale du Calvados et de la Manche
N/Réf. : 2023- 243

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE portant prescriptions complémentaires
relatives à la modernisation de la défense incendie du dépôt, à l'amélioration de la
protection incendie du caniveau compartimenté contenant les tuyauteries
véhiculant des hydrocarbures situées en dehors des rétentions des bacs, et à la mise
à jour du tableau de classement des activités classées**

SOCIÉTÉ DES DÉPÔTS DE PÉTROLE CÔTIERS (DPC)

Commune de Mondeville

LE PRÉFET DU CALVADOS
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 30 mars 2022 portant nomination de Monsieur Thierry MOSIMANN en qualité de préfet du Calvados à compter du 27 avril 2022 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 22 juillet 2022 portant nomination de Madame Florence BESSY en qualité de secrétaire général de la préfecture du Calvados ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation

- Vu** l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2002 modifié autorisant la société des dépôts de pétrole côtiers à poursuivre l'exploitation d'un dépôt de stockage de liquides inflammables sur le territoire de la commune de Mondeville ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} août 2008 actualisant le classement de l'établissement, définissant la conception et l'exploitation des installations liées à la mise en œuvre du bioéthanol et complétant les conditions d'exploitation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mars 2011 relatif à l'instruction de l'étude de dangers remise par la société DPC pour son site de stockage d'hydrocarbures située sur le territoire de la commune de Mondeville ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 janvier 2014 prescrivant à la société DPC la mise en œuvre de mesures de réduction des risques ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 14 avril 2015 approuvant le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) du dépôt DPC de Mondeville ;
- Vu** les mesures de réduction du risque proposées par la société DPC en réponse à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2014 : étude technico-économique déposée le 27 juin 2014, étude de réduction des risques du 31 décembre 2014, compléments envoyés par courriers du 24 mars 2016, 22 décembre 2016, 17 février 2017 et 7 juillet 2017 ;
- Vu** les demandes de compléments de l'inspection des installations classées par courriers du 22 décembre 2015, 4 août 2016, courriel du 13 avril 2017, et rapports suite à inspections du 9 décembre 2016 et 31 juillet 2017 ;
- Vu** « l'analyse critique des mesures de maîtrise des risques » du 16 avril 2018 réalisée par ODZ Consultants conformément à ce que demandait l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 décembre 2017, accompagnée de la réponse de la société DPC datée du 25 mai 2018 ;
- Vu** le porter à connaissance déposé par la société DPC le 26 janvier 2017 relatif à la modification des installations permettant l'utilisation du diesel marine léger et du gazole pêche ;
- Vu** le porter à connaissance relatif à la refonte de la pomperie et du local défense contre l'incendie du site, déposé par la société DPC le 30 juin 2020 et complété à plusieurs reprises notamment le 2 juin 2022, 23 août 2022, 3 février 2023 et le 4 avril 2023, pour répondre aux remarques soulevées lors des visites d'inspection réalisées sur le dépôt les 16 octobre 2020, 15 avril 2021 et 19 juillet 2022 ;
- Vu** le porter à connaissance relatif à l'augmentation des stockages d'additifs et d'éthanol, déposé par la société DPC le 3 juin 2022 et complété à plusieurs reprises notamment le 23 août 2022, le 19 octobre 2022, le 8 novembre 2022 et le 4 avril 2023 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 4 septembre 2019 analysant la mise en place des mesures de maîtrise des risques imposées par l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2014, et instruisant la révision quinquennale de l'étude de dangers remise par la société DPC en décembre 2013 et complétée à plusieurs reprises ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 26 juin 2023 de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 27 juin 2023 à la connaissance du demandeur ;
- Vu** les observations présentées par le demandeur sur ce dossier par courriel du 11 juillet 2023 puis par courrier reçu le 21 juillet 2023 ;

Considérant que ces projets constituent une modification d'un établissement soumis à autorisation environnementale ;

Considérant que la société DPC exploite sur le territoire de la commune de MONDEVILLE des installations réglementées au titre de la législation sur les installations classées dite Seveso Seuil Haut ;

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser le classement de l'établissement sans changement de régime pour les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement déjà autorisées ;

Considérant que la société DPC a précisé et mis en œuvre des mesures de réduction du risque permettant de répondre à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2014 et de respecter les aléas du Plan de Prévention des Risques Technologiques approuvé ;

Considérant qu'il est utile d'encadrer la double mesure de maîtrise des risques imposée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 janvier 2014 ;

Considérant qu'en vertu de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, la société DPC a porté à la connaissance du préfet son projet de modification de la défense incendie, permettant au dépôt d'être autonome au regard de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié, c'est-à-dire disposant d'une stratégie ne faisant pas appel aux moyens du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;

Considérant que conformément à ce que prévoit l'article R.181-45 du Code de l'environnement, cette stratégie de lutte contre un incendie nécessite le respect par l'exploitant de prescriptions complémentaires, reprises dans ce présent arrêté ;

Considérant que cette stratégie repose sur des moyens qu'il convient d'encadrer ;

Considérant que le local défense contre l'incendie (DCI) et les réserves d'eau incendie se situent dans le périmètre autorisé du dépôt, et en dehors de tout effet domino généré par les scénarii étudiés dans l'étude des dangers ;

Considérant qu'en vertu de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, ces modifications ont été jugées notables et non substantielles ;

Considérant qu'il n'est pas prévu, dans le cadre des demandes de modifications sollicitées, de modifier les conditions d'exploitation du dépôt de liquides inflammables telles qu'elles ont été autorisées par les arrêtés préfectoraux susvisés ;

Considérant qu'aucun nouveau scénario n'a lieu d'être étudié dans le cadre des demandes de modifications sollicitées ;

Considérant qu'il y a lieu, néanmoins, de fixer des prescriptions complémentaires pour la société DPC sise à Mondeville, conformément aux dispositions prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement susvisé ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et à la sécurité des personnes ;

Considérant que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L.311-5 du Code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques ;

Considérant que les dispositions du présent arrêté ne sont pas de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance du demandeur conformément aux dispositions du Code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale

ARRÊTE

Article 1

La société des DÉPÔTS DE PÉTROLE CÔTIERS, dont le siège social est situé 76 rue d'Amsterdam à PARIS (75009), est tenue de respecter, pour l'exploitation de son dépôt d'hydrocarbures sis 51 rue Gaston Lamy sur la commune de Mondeville, les prescriptions ci-annexées relatives à la situation administrative du site, aux modalités de défense incendie du dépôt, ainsi qu'à la mise en œuvre et la prise en compte de la double mesure de maîtrise des risques imposée par l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2014.

Article 2 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Caen.

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Calvados :

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° du présent article.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 3 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Calvados pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture du Calvados et le chef de l'unité bi-départementale Calvados-Manche de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à la société des DÉPÔTS DE PÉTROLE DE CÔTIERS et dont une copie sera adressée à la maire de Mondeville.

Fait à Caen, le 11 août 2023

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale



Florence BESSY

Une copie du présent arrêté est adressée :

- à la maire de Mondeville ;
- au chef du dépôt d'hydrocarbures exploité par la société DÉPÔTS DE PÉTROLE CÔTIERS à Mondeville ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) de Normandie,
- au chef de l'unité bi-départementale du Calvados et de la Manche – DREAL Normandie.

Annexe 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 août 2023

Prescriptions complémentaires
relatives à la modernisation de la défense incendie du dépôt, à l'amélioration de la protection
incendie du caniveau compartimenté, contenant les tuyauteries véhiculant des hydrocarbures,
situées en dehors des rétentions des bacs, aux deux mesures de maîtrise des risques indépendantes
de ce caniveau et à la mise à jour du tableau de classement des activités classées
du dépôt d'hydrocarbures exploité par la société Dépôts de pétrole côtiers (DPC)
sur la commune de Mondeville

ARTICLE 1 – Classement des installations

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} août 2008 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'autorisation d'exploiter vise les installations classées répertoriées dans l'établissement et reprises dans le tableau ci-après :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Situation de l'établissement	Régime – Rayon affich.
1434-2	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation	Postes de chargement des véhicules citernes constitués de 48 ensembles de mesurage de 150 m³/ heure. Soit un débit global de 7 200 m³/heure.	A 1 km
47XX	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t	Voir annexe 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire informations sensibles	A 2 km Seuil haut
4511-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t	Cuvette additifs (Réservoirs C1 à C13) représentant un volume maximal de 240 m³ (soit 239,76 tonnes) dont trois cuves enterrées (n°8, 9 et 13) pour un volume de 48 m³.	A 1 km Seuil bas
4331-2	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	Catégorie 2 Cuvette 1bis – Ethanol - Bac 4 – 175 m³ - Bac 6 – 200 m³ - Bac 8 – 110 m³ - Cuve enterrée « 120 » – 120 m³ Soit une capacité totale de 605 m³ (soit 477,35 tonnes)	E

* Les densités retenues pour réaliser les calculs sont 880 Kg/m³ pour le fioul, 845 kg/m³ pour le gazole, 789 kg/m³ pour l'éthanol, 775 kg/m³ pour l'essence et une moyenne de 999 kg/m³ pour les additifs.

A : installations soumises à autorisation – E : installation soumise à enregistrement

Les quantités maximales autorisées de l'ensemble des rubriques du tableau ci-dessus sont précisées à l'annexe 2 communicable sur demande et non publique du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Mesures de maîtrise des risques

Les dispositions ci-après complètent celles déjà applicables aux mesures de maîtrise des risques présentes sur le dépôt.

Les mesures de maîtrise des risques prises en compte dans l'évaluation de la probabilité de chaque phénomène dangereux sont en place, opérationnelles, exploitées, maintenues et testées de manière à atteindre les performances démontrées dans l'étude de dangers du site et ses compléments.

Un document listant les mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers et ses compléments est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est communiqué sur demande.

Ce document doit indiquer a minima l'identification de la mesure en référence au dossier, son objectif, son niveau de confiance, les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue et son indépendance vis-à-vis des autres MMR.

Entre autres mesures de maîtrise des risques (MMR), mises en œuvre sur le dépôt et listées par l'exploitant, figurent deux MMR indépendantes, l'une technique et l'autre organisationnelle, toutes deux destinées à limiter la quantité d'hydrocarbures épanchés en cas de fuite de tuyauterie, ceci en application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 janvier 2014 susvisé. Le principe de fonctionnement de ces MMR est mentionné en annexe 3 (informations sensibles non communicables) du présent arrêté préfectoral complémentaire.

En cas d'anomalie et/ou de défaillance d'un dispositif ou d'un élément d'une MMR, l'exploitant met en place des mesures compensatoires temporaires dont il justifie la pertinence vis-à-vis des intérêts protégés définis à l'article L. 511-1, après analyse en termes de sécurité et de retour d'expérience, pour permettre de continuer à exploiter les installations en sécurité.

Ces mesures compensatoires font alors l'objet d'un suivi renforcé. Si nécessaire, les installations sont mises en sécurité via une séquence prédéfinie et consignée dans une procédure écrite.

En cas d'anomalie et/ou de défaillance, la MMR est remise en état de fonctionnement dans les meilleurs délais.

Les informations associées à ces anomalies et/ou défaillances et aux mesures compensatoires sont clairement enregistrées, signalées en salle de contrôle et communiquées lors des changements d'équipes.

ARTICLE 3 – Moyens de lutte contre l'incendie

Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} août 2008 et de l'article 19 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 3.1 – Stratégie de lutte contre l'incendie

L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses stockages de liquides inflammables et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

La stratégie est dimensionnée pour une extinction, en moins de trois heures après le début de l'incendie, des incendies des scénarios de référence suivants :

- feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké,

- feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions,
- feu de récipients mobiles de liquides inflammables ou d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site.

Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie, qui comprend :

- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie, qui peuvent être incluses dans le POI ;
- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie.

Article 3.2 – Régime d'Autonomie

La société DPC fonctionne sur son dépôt de Mondeville sous le régime de l'autonomie au regard de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié (c'est-à-dire sans avoir recours aux moyens du Service Départemental d'Incendie et de Secours).

Afin d'atteindre les objectifs définis à l'article 3.1 ci-dessus, l'exploitant dispose :

- de moyens de lutte contre l'incendie et de consommables (réserves en eau et émulseur) qui lui sont propres, et qui sont détaillés en annexe 3 (informations sensibles non communicables) du présent arrêté,
- de moyens humains adaptés.

Article 3.3 – Délais d'intervention et compétences du personnel

L'exploitant s'assure, qu'en cas d'incendie :

- en cas d'usage de moyens fixes d'extinction, leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de 15 minutes,
- une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction mobiles est sur place dans un délai maximum de 30 minutes ; la mise en œuvre de ces premiers moyens mobiles est effectuée dans un délai maximum de 60 minutes.

Les délais mentionnés ci-dessus courent à partir du début de l'incendie.

Le personnel de l'exploitant chargé de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie est apte à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.

Article 3.4 – Équipements et moyens en eau et émulseurs

L'exploitant dispose sur son dépôt de Mondeville des moyens de projection, et des réserves en eau et en émulseur, nécessaires à la lutte contre les incendies définis à l'article 3.1 du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies.

Le dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie et notamment la définition du taux d'application et la durée d'extinction pour les scénarios de référence, respectent a minima les exigences de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié.

Le dépôt dispose d'un réseau maillé et sectionnable au plus près de la pomperie.

Les réseaux, les réserves en eau ou en émulseurs et les équipements hydrauliques disposent de raccords permettant la connexion des moyens de secours publics.

Des raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles sont prévus pour pallier à un éventuel dysfonctionnement de la pomperie.

Article 3.5 – Protection des installations voisines

En cas d'incendie, les réservoirs et installations voisines sont refroidis selon les conditions fixées par l'article 43-3-7 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié.

En cas d'utilisation d'une stratégie de sous-rétention, un tapis de mousse préventif de 15 cm est mis en place et maintenu dans les sous-rétentions où la rétention en feu pourrait se déverser, afin de prévenir un débordement de liquides enflammés et procéder à l'extinction du compartiment avant débordement.

Article 3.6 – Autres moyens de lutte contre l'incendie

Le dépôt est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment :

- d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site et en particulier dans les lieux présentant des risques spécifiques, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées,
- d'une sirène d'alerte POI,
- d'un moyen permettant de prévenir les services d'incendie et de secours,
- d'un plan des installations et locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque zone,
- de réserves de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieures à 100 litres, et des moyens nécessaires à leur mise en œuvre. Les réserves de produit absorbant sont stockées dans des endroits visibles et facilement accessibles et munies d'un couvercle ou tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries.

Article 3.7 – Moyens de lutte contre l'incendie spécifiques au caniveau compartimenté

A compter du 1^{er} avril 2024 la défense incendie de chacun des compartiments du caniveau est assurée par des moyens fixes type déversoirs à mousse permettant de respecter le taux d'application requis. Ces moyens fixes sont gérés par l'automate de gestion incendie du dépôt.

Dans l'attente de la mise en œuvre de ces moyens fixes sur le caniveau de manière automatisée et de la démonstration de la non vulnérabilité de la nouvelle DCI aux effets susceptibles de survenir en cas d'accident dans le dépôt, en particulier les effets de surpression, l'ancienne pomperie incendie proche du canal doit rester opérationnelle et garantir le régime de l'autonomie..

Ces dispositions sont précisées et complétées par l'annexe 3 (informations sensibles non communicables) du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Article 3.8 – Consignes incendie

Des consignes, procédures ou documents précisent :

- les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens d'incendie et de secours
- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie
- les modes de transmission et d'alerte
- les moyens d'appel des secours extérieurs et les personnes autorisées à effectuer ces appels
- les personnes à prévenir en cas de sinistre ainsi que les numéros d'appel

Article 3.9 – Contrôles et entretiens

Les moyens prévus pour lutter contre un incendie sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances.

Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.